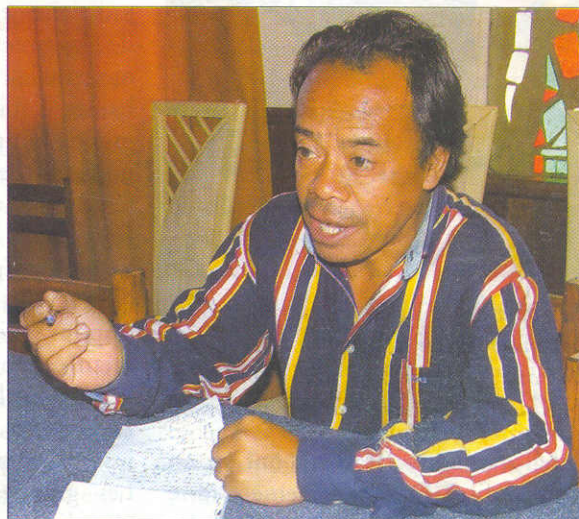


Les aspects de la violence à Madagascar

Honoré Augustin Rabekoto, plus connu sous le pseudonyme Bekoto est sociologue et artiste, membre du groupe Mahaleo. Président régional du Comité pour le Droit des Paysans du Vakinankaratra et membre du bureau exécutif de la Commune Rurale d'Anosiarivo-Manapa, il est aussi Secrétaire général de l'Opci (Organisation publique de coopération intercommunale) 4A Mandroso (Bemaha, Andrembesoa, Alakamisy-Anativato, Manapa). Il a accepté d'apporter son point de vue sur la violence à Madagascar.



Votre point de vue sur les phénomènes d'insécurité à Madagascar ?

Le mot "sécurité/insécurité" indispose. C'est un mot globalisant ayant un contenu à la fois géo-stratégique et policier. Il serait plus intéressant d'analyser les violences dans la société. C'est plus précis et plus abordable car tout le monde vit toutes formes de violences quotidiennes dans la société actuelle.

Quelles sont ces formes de violence auxquelles vous faites allusion ?

Elle (la violence) est historique comme les grèves, sociale comme le fort taux de divorce ainsi que l'alcoolisme galopant chez les jeunes. Elle est également politique comme les conflits de leadership et les perpétuels débats d'idées contradictoires des politiciens. Elle est, enfin, criminelle comme la pratique des malaso qui associent le vol à la destruction des biens et à l'atteinte à l'intégrité des personnes. Précisons que les dahalo, eux, se contentent uniquement de voler les zébus sans attenter à la vie des personnes.

Qu'est-ce que vous entendez par violence historique, politique et criminelle ?

Depuis 1972, avec l'émergence du discours identitaire *Gasy ka Manja* et

la revendication de l'Indépendance "politique" vis-à-vis de la France, le pays a connu d'importants mouvements sociaux comme les grèves, les émeutes, les échauffourées classiques *Etudiants / Policiers...* *Ouvriers/Policiers*. Cette forme de violence "historique" (qui trouve son origine dans l'histoire elle-même), toujours inspirée par un changement de la société, était accompagnée à l'époque d'un "jargon" malgachisé de teneur sociolo-marxiste : *adin-tsaranga* (lutte des classes). Un lexique politique particulièrement riche et agressif a fleuri dans la rue et dans les campus : *netroka* (bourgeois), *mafy ady* (prolétaires), *fanjakan'ny madinika* (le pouvoir au petit peuple) etc... La haine des classes riches et/ou des gens au pouvoir avec la sublimation du *vahoaka madinika* (le peuple) est devenue un moteur de tous les changements à Madagascar jusqu'à ce jour. C'est, en partie la violence dite historique. Cette forme de violence est, par ailleurs, instrumentalisée en permanence par de nouveaux groupes d'intérêts, eux-mêmes dotés d'un discours rénové par d'autres mots-clé ou slogan tels que le *fitovian-tsaranga*, et plus tard le *fahamarinana* et le *fahamasinana*. Imaginer une transition douce et pacifique

reste le défi futur des Malgaches.

Mais comment expliquer la violence telle que nous la vivons aujourd'hui ?

La société malgache comme toutes les sociétés, peut elle-même, générer ses propres monstres ou ses saints... *Tsy misy maditra tany an-kibon-dreniny* (personne n'est méchant dès le sein de sa mère) affirme l'adage malgache. Le climat ultralibéral du moment dominé par l'argent et la (lutte contre) pauvreté tendent à réduire sérieusement la fonction éducative, le rôle régulateur et le devoir d'arbitrage des fameux "freins sociaux" comme les Eglises, la Famille, l'Ecole et bien sûr, l'Etat. L'idéologie du matérialisme monétaire pur, la quête effrénée des bénéfices à tout prix, l'explosion du secteur informel par lequel transite les 70 % de l'économie ont ainsi apporté dans le paysage social actuel une étrange configuration. Une nouvelle classe des nantis est apparue depuis les années 2000 et se superpose à l'ancienne déjà implantée au sommet de la pyramide de la société malgache. Une autre race de "businessman", au milieu de ce système, se dote de leurs propres codes et signes (*Mpanao Bizna...Saosy...*) avec ce rien mafieux dans leur grouillante dans les ombres

de l'informel. Il se pourrait que l'affaire Dameogioni ne soit que le point visible de l'iceberg, de ce phénomène social marqué par "les sous et les combines". Les enquêtes criminelles révèlent par ailleurs que les associations des malfaiteurs s'acoquinent et s'informent (*mitady sopapa*) dans les arrières-boutiques des tripots bien sûr illégaux (*trano hazo*). Les facteurs incitatifs au crime et à la débauche des moeurs prennent une réelle ampleur, telle que l'alcoolisme, la drogue, l'accès facile aux films pornographiques ou films d'action. La consommation nationale d'alcool est estimée officiellement à 70 millions de bouteilles/an (bières, spiritueux, rhum...) et la production nationale à 19 millions de litres/an de rhum "en vrac" et ce, sans compter l'alcool illicite local. Une réflexion de fond s'impose donc pour estimer les risques d'une dérive vers une violence sociale permanente sur la place publique.

Et la violence politique ?

La violence politique s'exprime par l'intolérance des uns et des autres... Si la "chose politique" devient douteuse c'est d'une part par la prédominance de l'économie et, d'autre part par la bizarrerie même du parler et penser politique actuel où les rumeurs malveillantes, le colportage d'informations fantaisistes pour ou contre le pouvoir rabaisent la critique politique à la simple médisance de mégères... Que n'a-t-on pas entendu sur les immatriculations portant les chiffres 77 ou sur les sectes sataniques ? La violence politique se fait "dans l'imaginaire" via les on-dit et les hono hono... Le débat contradictoire et serein entre les parties politiques, au nom de l'intérêt national, paraît inimaginable pour le moment. Au vu surtout du sort de certains opposants en prison où ailleurs qui ont choisi le silence et la discrétion.

Vous connaissez très bien le monde rural pour y avoir travaillé pendant des années. Comment voyez-vous l'insécurité dans le monde rural malgache ?

L'insécurité en milieu rural reste toujours dominée par le fléau *dahalo* et

malaso et, à un degré moindre, par les conflits et litiges fonciers.

Le phénomène *dahalo* et *malaso* est lié à une pratique traditionnelle de la sorcellerie et de l'ésotérisme. D'où la complexité du sujet qui nécessite une approche anthropo-sociologique plus "pointue". Les trophées prises sur les *dahalo* au musée de la gendarmerie à Moramanga sont des plus explicites quant à l'existence de la force occulte attribuée à certains *moara* (amulette). Le *moara fandemena olona* est une corne de zébu décorée de figurines, ce *moara* contient tant d'objets spécifiques et inconnus qu'il est recommandé aux visiteurs de "ne pas le toucher" car le *moara* est toujours "mahery" (actif avec toute sa force). Dans la loi malgache, la sorcellerie est punie par le code pénal car sa pratique, dangereuse pour certains, perturbe semble-t-il, l'ordre social.

L'insécurité foncière constitue un grand problème pour le milieu rural. Plus de 60% des litiges traités au tribunal sont d'ordre foncier. Le problème de fond réside dans la pratique traditionnelle concernant le droit d'usage de la terre par les paysans. 70 à 80 % des terres sont non-immatriculées et sont considérées comme terrains domaniaux. La politique foncière actuelle consistant à faciliter l'accès à la terre par les investisseurs étrangers et autres grands investisseurs nationaux risque de mécontenter les paysans usagers qui occupent l'espace depuis des générations. Le cas de la commune rurale d'Anosirivo Manapa, dans le Vakinankaratra est éloquent : Le fokonolona, par une lettre adressée aux hauts responsables de l'Etat refuse que sa commune devienne une ZIA (Zone d'investissement agricole). Le projet de ZIA s'était par ailleurs fait sans l'avis et sans le consentement des villageois. Affaire à suivre.

Et à propos de l'insécurité urbaine?

Il est intéressant de remarquer qu'il y a 20 ans, les services de sécurité privée étaient interdites. L'affaire Ramaroson avec ses supposées milices privées a été mal perçue, d'où cette histoire de coup d'Etat à l'époque. La privatisation de la sécurité a été décrétée en

1991 sous la troisième République pour restaurer la sécurité et l'ordre publics et pour la protection des investissements à Madagascar. L'Etat semble ne plus jouer un rôle décisif. Chacun doit-il lui-même s'auto-défendre et sauvegarder ses propres intérêts?

Quelles solutions préconisez-vous?

Des indices sérieux laissent à penser à une importante réforme de la justice par la mise en place à Madagascar de "la médiation et la négociation" avec l'Ifomene. C'est déjà une amélioration. Dans les zones rouges, le *fokonolona* assure lui-même sa propre sécurité. Dans les litiges de quartiers, par exemple, le *raharaham - pihavanana* est toujours prôné. Par une logique propre à sa culture du *fihavanana* et par la pratique du dialogue, le peuple malgache apporte à sa façon, les moyens de régulation sociale pour réduire la violence et l'insécurité... Une piste est claire sur ce chapitre : les solutions à nos problèmes sociaux ne devront-elles pas venir de la base elle-même, mais pas uniquement tomber sous forme de *teny midina* venant du sommet de la pyramide ?

Propos recueillis par
Andriamanana Razafinantoanina



L'absence de transition démocratique douce traduit la violence politique